

États généraux des sciences sociales critiques

Cher-e-s ami-e-s,

En janvier, les Etats généraux des sciences sociales critiques avaient fortement exprimé l'envie que nous continuions à travailler ensemble - en dépassant notre éparpillement pour construire (enfin) un espace de débat et une force collective.

C'est ce souhait que la mise en place de l'association « Savoirs en action » voudrait pouvoir prolonger. Nous travaillons depuis février à sa formation.

L'Assemblée Générale constitutive se tiendra samedi 6 juin, de 10h30 à 17h, Bourse du Travail République, rue du Château d'Eau, à Paris, salles Varlin (pour les plénières), Pottier, Pelloutier et Ferrer (pour les commissions).

Accepteriez-vous de faire partie des premiers signataires de l'Appel pour la mise en place de « Savoirs en action »? Nous en serions très heureux. Cet appel va être mis en circulation public la semaine prochaine.

L'Appel mentionne la constitution d' « Ateliers nomades », vous trouverez également plus bas quelques-unes des premières réflexions concernant leur éventuel fonctionnement.

Acceptez-vous de lancer avec nous l'Appel « Savoirs en action »?

Nous voudrions absolument que cette association et ses premiers signataires puissent regrouper non pas seulement des universitaires (de toutes disciplines) mais des syndicalistes, des salarié-e-s, des enseignant-e-s, des journalistes, des précaires...

Bien amicalement

Rose-Marie Lagrave, Michele Riot-Sarcey, Christian de Montlibert, Catherine Leclercq, Ludivine Bantigny, Laurence de Cock, Frédéric Neyrat, Anne Jollet, Nicolas Sembel, Antonella Corsani, Julien Théry, Bernard Lacroix, Daniel Blondet, Louis Weber, David Rotman, Claire Le Strat, Willy Pelletier

Appel « Savoirs en action »

L'ordre règne. Les inégalités se creusent de manière vertigineuse. Les rapports marchands colonisent des territoires pourtant longtemps préservés, de l'éducation à la santé, de la culture à l'environnement. De prétendus critères de rentabilité s'imposent désormais à tous les services publics. Tandis que les formatages publicitaires prolifèrent, la compétition et l'esprit d'entreprise sont des objets de culte à vénérer. Les solidarités sociales se détruisent sous l'effet d'une mise en concurrence généralisée. Le stress, l'anxiété et parfois l'angoisse envahissent les existences, à l'heure où le *burn out* est en passe de devenir l'une des pathologies majeures de notre temps.

L'ordre règne, donc, et ses défenseurs renouvellent sans cesse les armes de sa domination. Responsables politiques et intellectuels à son service travaillent d'arrache-pied à faire croire qu'il irait de soi. Après avoir ordonné le silence sur les classes sociales et leurs luttes – comme si elles avaient disparu – et sur le mot même de « capitalisme » – à ne pas contester au point de ne même plus le nommer –, les gardiens de l'ordre misent sur la résignation en imposant leur doxa et leur jargon. Ces experts parlent du travail d'après son « coût », assimilent la protection sociale à des « charges », font passer des régressions pour des « réformes », opposent qui a un travail et qui n'en a pas, qui est né ici ou pas. Il faudrait donc acquiescer à cet ordre-là, à son organisation sociale fondée sur la course au profit et l'inégalité, sans autre forme de procès.

Au contraire, la critique a pour vocation de ne pas accepter le monde tel qu'il va. Elle se donne pour tâche de montrer ce qu'il y a de construction sociale, de rapports de force et de domination dans ce qui nous est donné pour « naturel » ou « évident ». Mais elle ne saurait s'en contenter. Il ne s'agit pas seulement d'interpréter le monde, mais de le transformer : la proposition reste vraie ; elle pose une tâche urgente. Collectivement, par le croisement de l'analyse et de la pratique, par la critique de ce qui est et l'expérimentation de ce qui peut être, il est possible de concevoir d'autres manières d'imaginer nos vies, notre rapport au temps, à l'éducation, au travail et à la création. « Il n'y a pas d'alternative » nous a-t-on longtemps martelé. Contre cette sommation à ne plus penser, un chantier, immense, est à explorer.

Certes, les difficultés sont nombreuses. Dans tous les milieux, la force des institutions, l'enrôlement à la pensée dominante, la concurrence et la précarité sont autant d'obstacles à surmonter. Le monde de la recherche en général, des sciences sociales en particulier, n'est évidemment pas épargné : il risque aussi sans cesse le surplomb, le monopole de la parole et la vanité que peut engendrer un système de compétition. Comprendre la production sociale de ces conditions, c'est déjà aider à les dépasser ; mais cela, encore une fois, ne suffit pas. Pour celles et ceux qui n'ont pas renoncé à la pensée critique, quels que soient leurs disciplines, leurs professions et leurs engagements, surmonter le sentiment d'isolement et parfois d'impuissance impose de se retrouver, de réfléchir et d'agir ensemble.

« Savoirs en action » se donne pour objectif de lutter contre les cloisonnements des connaissances. Cette association entend mettre en partage les savoirs, en faisant le constat que chacune, chacun, possède des savoir-faire, des formations, des connaissances nées de métiers, d'expériences et de luttes. Pour accroître notre compréhension du monde, il s'agit de les mutualiser et d'en faire un bien commun. Loin du postulat selon lequel seul.e.s certain.e.s auraient une parole autorisée, le projet est de rompre avec ce qui nous sépare, nous isole et nous enferme dans nos positions assignées comme s'il s'agissait de fatalités. Le principe de « Savoirs en action » est que chacun.e d'entre nous peut donner et recevoir du savoir.

Ce partage des apprentissages est ici conçu comme source de solidarité mais aussi comme ressource de lutte : à la joie possible d'apprendre ensemble se mêle la force de réagir et d'agir. Le nom de l'association le dit bien : ce sont des savoirs en action. Elle souhaite aussi revoir à cette aune les combats du passé, d'en faire une histoire et une mémoire vives, pour que de cette transmission naisse l'exploration de pratiques émancipatrices.

Concrètement, « Savoirs en action » proposera

- des ateliers rompant avec le dispositif classique d'une parole monopolisée devant un public passif. Ces ateliers, mettant en œuvre au contraire un partage des savoirs, mobiliseront chercheur.se.s, universitaires, enseignant.e.s, travailleur.e.s sociaux, syndicalistes, militant.e.s associatifs, artistes, salarié.e.s avec ou sans emploi, retraité.e.s. Ils pourront se tenir dans les bourses du travail, renouant ainsi avec leur vocation d'origine, mais aussi sous la forme de soirées-débats organisées avec des associations de quartiers ;
- des traces matérielles laissées de ces rencontres sous forme d'articles, de discussions, d'entretiens vidéos qu'accueillera le site de l'association ;
- un lieu fédérant et faisant connaître les différentes initiatives prises en ce sens ;
- l'écriture collective de livres, incisés et bon marché, rassemblés au sein d'une collection ; et plus particulièrement une réflexion sur les programmes de l'enseignement, l'élaboration de contre-programmes et de manuels critiques ;
- des interventions sous forme d'ateliers itinérants, dont la mobilité permettra les rencontres et l'intervention dans les luttes, contribuant à nourrir un réseau réactif d'informations sur les mobilisations en cours.

Nous appelons chacune et chacun à rejoindre « Savoirs en action », en diffusant et en signant ce texte, et en participant à son Assemblée Générale de lancement, le samedi 6 juin 2015 à la Bourse du Travail République, rue du Château d'Eau, à Paris, de 10h30 à 17h

Ateliers Nomades

« Savoirs en action »

La connaissance libre. La connaissance est un droit. Il est urgent de s'en emparer, à tout âge, à tout moment. Elle est à mettre entre toutes les mains.

Toutes et tous, nous connaissons mille choses : des choses différentes, issues de nos formations différentes, scolaires ou non, et de nos existences. Nous voulons mettre en commun ces connaissances pour élargir notre compréhension du monde : c'est l'objectif et l'objet des Ateliers Nomades.

Les Ateliers Nomades proposeront des rencontres sans hiérarchie, des rencontres d'ordinaire très rares, entre salariés, chômeurs, retraités, syndicalistes, historiens, sociologues, économistes, juristes... Où chacune et chacun partagera ce qu'il sait.

Les résultats et les outils forgés par les sciences sociales peuvent aider à lutter contre les violences et les dominations de toutes espèces. Mais à l'heure actuelle, alors qu'il en est tant besoin, ils ne sont ni diffusés ni partagés. Réduits, au mieux, à n'être que des « savoirs scolaires » (par ailleurs, de plus en plus remis en cause), leur force de subversion apparaît mal. **Les Ateliers Nomades ne fonctionneront pas « comme à l'école » ou « comme à l'université ».** Dans les Ateliers Nomades, ne seront pas professées des leçons, sur le ton de l'évidence. Tout à l'inverse. Les sciences sociales ne peuvent servir, les savoirs critiques qu'elles fabriquent ne peuvent être utilisés que si nous toutes et tous, quelle que soit notre formation (sans BEPC ou avec Bac+12), discutons ensemble des manières de produire des connaissances.

Notre conviction est simple, mais ambitieuse. **Nous croyons qu'échanger nos savoirs permettra d'en savoir davantage. Ce qui constitue un défi lancé aux structures sociales qui nous enferment dans nos positions, nous séparent, nous isolent, rendent les un-e-s légitimes et les autres illégitimes.**

A celles et ceux qui ont eu un parcours scolaire écourté et considèrent qu'apprendre n'est pas pour eux, les Ateliers Nomades montreront le contraire. Trop souvent, des jeunes diplômés restent désarmés face aux concurrences dans le monde du travail, et en viennent à penser qu'étudier ne sert à rien : les Ateliers Nomades revaloriseront ce qu'ils savent et donneront l'appétit d'en savoir plus.

Trop longtemps, les chercheurs et les universitaires se sont peu souciés de diffuser leurs résultats – ou alors, pleins de bonnes intentions, mais déversant des « paroles d'autorité », ils ne sont pas audibles par ceux que l'école a maltraités : les Ateliers Nomades leur offriront de présenter leurs travaux, de faire voir à quoi ils servent, et d'en débattre sans filtre ni sélection d'aucune sorte.

- Les Ateliers Nomades autoriseront l'expression des paroles « ordinaires », jugées illégitimes à l'école et dans les universités.
- Les Ateliers Nomades montreront qu'échanger davantage sur ce que nous savons aide à mieux résister aux relations de domination, que ce soit dans les entreprises, dans les industries culturelles, en politique, à l'école, dans l'existence quotidienne.
- Les Ateliers Nomades seront des lieux de lutte contre toutes les résignations : résignation face aux inégalités de connaissance et de reconnaissance, résignation à

« rester à sa place », parfois en « se faisant tout petit » et en « s'écrasant », résignation au fait d'être exclu des « mondes » qui parlent et qui décident.

- Les Ateliers Nomades feront partager le plus largement possible une science qui dérange parce qu'elle dévoile l'arbitraire des hiérarchies, les mécanismes de leurs reproductions et leurs justifications.
- Les Ateliers Nomades montreront que la connaissance ne se réduit pas aux « prêt-à-penser » célébrés par les institutions scolaires dominantes qui ont la puissance (matérielle et symbolique) de les consacrer et de les établir comme seul savoir légitime.

En actes, les Ateliers Nomades contesteront ainsi aux instances autorisées le monopole du savoir.

Alors, qu'allons-nous faire ?

D'abord, on l'a compris, jeter aux orties l'idée que certains savent et d'autres pas. Personne n'a le monopole de la connaissance, de la distance critique, de la lucidité, de la compréhension des phénomènes sociaux. Les savoirs, même s'ils sont produits différemment, sont partout. Chacune, chacun, en sait beaucoup sur les rapports de force, les difficultés, les souffrances, les solidarités, les bonheurs, les colères, les galères qui font le monde social. Chacun peut apprendre aux chercheurs autant qu'il ou elle apprend d'eux. Chacune, chacun, peut s'armer de savoirs trop souvent réservés aux « spécialistes » en dialoguant avec des historiens, des sociologues, des économistes, des juristes. Les salariés savent d'expérience ce que les chercheurs connaissent par leurs enquêtes, et les deux ne peuvent que s'enrichir mutuellement en échangeant récits, notions, instruments de pensée et d'action. **Les formations, gratuites, ouvertes à tous, proposées par les Ateliers Nomades, privilégieront ces dialogues entre porteurs de savoirs différents.**

A la différence d'autres structures – et c'est clairement l'une de leurs raisons d'être – les Ateliers Nomades ne reproduiront pas les traditionnels rapports d'autorité entre enseignants et enseignés, ces « relations d'éducation » qui découragent parfois d'apprendre. S'y développeront sans entraves des discussions par lesquelles – entre salariés, chômeurs, retraités, syndicalistes, historiens, sociologues, économistes, juristes, etc. – les apprentissages seront réciproques. Pas de cours magistraux : uniquement des séminaires. Pas d'effets oratoires : seulement des paroles accessibles. Pas de vocabulaire abstrait ou technique : des mots utiles à la meilleure compréhension de ses propres expériences et de celles des autres.

Ce partage des connaissances autorisera d'en savoir davantage sur nous-mêmes, sur les appartenances sociales, les situations, les relations, les histoires qui nous ont fabriqués, jusqu'à nous rendre malheureux ou heureux, isolés ou solidaires, résignés ou révoltés, et jusqu'à interdire ou permettre certaines destinées. Si chacun réussit à mieux se comprendre et à mieux comprendre le monde, si chacun parvient à se réapproprier une part de son histoire et perçoit à quel point elle s'entremêle à l'histoire des autres, alors apprendre ne sera pas de l'ennui, mais une joie ; la connaissance – celle qui est reconnue légitime – ne sera plus un instrument de pouvoir réservé aux élites, elle deviendra une arme critique à disposition de tous.

Statut, lieux et partenariats

Ces Ateliers Nomades, régis par la loi 1901, doivent trouver leur place dans un milieu déjà structuré d'offres de formation en concurrence les unes avec les autres, redondantes parfois, mais dont on sait qu'elles s'adressent, en priorité, aux plus formés. Ce qui n'est pas le cas des Ateliers Nomades.

Les organisations syndicales sont parvenues, de haute lutte, à créer leur propre formation interne, à investir des cursus de formation permanente, comme ceux du CNAM, et à mettre en place les ISST. C'est en jouant la carte de la complémentarité que les Ateliers Nomades prendront leur place dans ce paysage institutionnel. C'est en inscrivant la pluralité syndicale dans les statuts et dans la représentation dans les instances des Ateliers Nomades que nous nous donnerons les moyens de débattre des questions les moins consensuelles. C'est en affirmant notre singularité, fondée sur l'examen critique des savoirs et les usages élitistes, marchands et médiatiques qui en sont faits, fondée aussi sur l'articulation entre monde du travail et hors travail, que se définira notre particularité.

Outre les organismes précités, nous devons prendre attache avec les services du Ministère du travail et du Ministère de la recherche, avec les centres de recherche spécialisés dans l'histoire des mondes du travail, et avec l'ensemble des syndicats.

Ces contacts devraient notamment conduire à **un accord pour que les Ateliers Nomades trouvent leur lieu « naturel » dans le cadre des Bourses du Travail**, espaces symboliques auxquels serait restituée l'une de leurs fonctions premières, l'éducation populaire non hiérarchisée. **Mais ils pourront également être itinérants.**